

6 septembre 2018

Contrepoints

[La une](#) [Politique](#) [International](#) [Économie](#) [Société](#) [Sciences et technologies](#) [Culture](#)

Contrepoints **ne peut exister sans vos dons**

•

Débat public sur l'énergie : le bal des dupes et des hypocrites

By: [Zoltán Vörös](#) - [CC BY 2.0](#)

Le débat public pour la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie s'est révélé être une mascarade idéologique.

Vous aimez cet article ? Partagez le !

•
•

Par Michel Gay.

Le débat public pour la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE), dont le Maître d'œuvre était le ministère de l'Écologie, a été phagocyté par l'idéologie et les apôtres des associations antinucléaires.

Depuis février 2018, 90 débats publics ont été organisés en France. S'y ajoutent plus de 40 joutes avec des collectivités territoriales et locales, 7 avec des laboratoires de recherche, 3 avec des chambres de commerce, 2 avec des Grandes écoles¹. Les missi dominici n'ont pas chômé...

Hélas, fin avril, le résultat ne fut pas à la mesure de toute cette agitation : le débat sur la PPE n'avait reçu qu'environ 7000 réponses au questionnaire. Le « flop » est d'autant plus remarquable qu'il y avait de nombreuses objections... n'allant pas dans le sens recherché.

L'ambiance devait être morose au ministère de l'Écologie.

Alors, début mai, fut lancée une mise en scène supplémentaire

Le 9 Juin 2018, la « Commission Particulière du Débat Public » a organisé à Paris une réunion « G400 » suivie d'une autre intitulée « clôture du débat public sur l'énergie », le 29 Juin, au Conseil Économique et Social.

Sur appels téléphoniques, 400 personnes tirées au sort parmi les réponses envoyées sont venues donner leur avis, lesquels « *seraient aussi importants que celui des 577 députés* » selon le président de séance². Voilà une sidérante « équivalence de représentation nationale » destinée à compenser l'indigence de la consultation nationale...

Finalement, 339 personnes étaient présentes munies de documentations « orientées » (reçues via courrier ou Internet). Ainsi, une association non représentative (mais ayant l'avantage d'être antinucléaire) et l'ADEME

disposaient du même « poids » d'une demi-page qu'EDF et TOTAL parmi les quatre « acteurs de l'énergie » autorisés à s'y exprimer.

Pire encore : les importants rapports de l'Académie des Sciences et de la cour des Comptes brillaient par leur absence totale. C'est une insulte à ces corps de haute qualité !

Après une dizaine de minutes de « débat » au pas de charge sur chacune de la douzaine de questions dotées de sous-questions, le « vote » clôturant le débat a eu lieu.

Dix minutes sur des sujets qui font l'objet d'échanges et de communications diversifiées et complexes depuis plusieurs années...

Dix minutes pour une majorité de gens présents qui ne font guère la différence entre un kilowattheure et un kilowatt de puissance nominale...

Ce débat a été une escroquerie intellectuelle.

Résultats

Après une présentation rapide en fin de séance le 9 juin, le site du CNDP a publié ses résultats quelques jours plus tard. Certaines valeurs qui allaient à l'encontre de l'objectif recherché ont été modifiées. Il était indiqué discrètement que « *ces résultats furent complétés par vote à distance de ceux qui n'avaient pas pu se rendre disponibles*³ ». Ils ont osé faire voter les absents.

Ces 61 « votes supplémentaires », soit 18% des vrais participants, pouvaient-ils inverser des valeurs aussi marquées que :

- 86% de « sans opinion » sur la position de la France par rapport à la « loi de transition énergétique ». Ce qui montre le doute des Français quant à cette « transitude »,
- plus de 65% « sans opinion » sur les fermetures / ouvertures / prolongations des centrales nucléaires,
- 85% déclarent être insuffisamment informés pour agir en faveur de la transition énergétique.
- 624 questions ont été prises en considération par la CNDP⁴, et 400 réponses furent données, dont certaines sont un verbiage « politiquement correct ».

Dans son discours de clôture du 29 juin, le Président de la Commission Particulière du Débat Public Jacques Archimbaud déclarait⁵ :

« Alors qu'on suggérait de tous côtés à la Commission de ne pas se focaliser sur l'électricité, les seuls scénarios aboutis, publiés, et mis en discussion, furent ceux qui justement portaient sur l'équilibre offre-demande de cette énergie ».

L'électricité ne représente que 25% de la totalité des énergies utilisées par la France, et les questions plus cruciales (chauffage, transport, industrie,...) ont été esquivées.

Le Ministère de tutelle a délibérément biaisé la « consultation » en cherchant appui sur ses mantras idéologiques. Il devrait être désavoué par le Gouvernement, le Conseil d'État, ou autre autorité responsable.

La France profonde debout contre les manipulations des « pères verts »

Ces autorités vont-elles enfin prendre conscience des réalités en s'appuyant sur les données précises des Académie des sciences, de Médecine, de la Cour des comptes, et d'associations diverses qui alertent sur les conséquences prévisibles des errements en cours, et rejeter... l'idéologie, le sensationnalisme et les manipulations médiatiques ?

Comment les responsables politiques peuvent-ils accepter des justifications fondées sur des formules d'une sidérante vacuité telles que « *l'éolien c'est pas du vent* », « *il faut faire de la place au soleil*⁶ », et « *on est à l'aube d'une révolution dont on ne voit pas encore le point d'atterrissage* ».

Tous les vrais énergéticiens voient, eux, dans les manipulations de cette PPE farfelue en préparation, une forme de crime contre la nation, un précipice qui s'ouvre devant la France....

C'est pire que le « *responsable mais pas coupable*² » clamé en d'autres temps dans un scandale qui fit moins de victimes que celui qui se prépare, s'il arrive à terme.

La réaction salutaire viendra peut-être d'un peuple excédé par les frasques d'une partie de ses dirigeants sous l'influence politique délétère de minorités nuisibles, particulièrement lors d'un prochain hiver comme en 1956 et 1963, avec des centaines de morts lors d'un « blackout ».

Plus loin, plus haut...

Selon le dessinateur Reiser « *On vit une époque formidable !* », mais il est temps de sonner l'alerte pour ne pas être victime du « *malheur d'une époque où le peuple d'aveugles est conduit par une poignée de fous* » (William Shakespeare dans le Roi Lear).

Nos élus commencent à réagir : les députés Jean-Charles Colas-Roy et Anthony Cellier, soutenus par cent parlementaires, demandent, dans une [tribune publiée le 28 Juin](#) par le quotidien « Le Monde » que la PPE fasse l'objet « *d'un rendez-vous législatif régulier et non d'un décret gouvernemental* ».

Le député Julien Aubert, ainsi que 29 autres de ses collègues, ont demandé le 13 juillet 2018 une [commission d'enquête](#) sur le financement des énergies renouvelables.

Le rideau tombera-t-il sur le bal des dupes et des hypocrites ? Une aube nouvelle se lève peut-être sur la raison et le bon sens...

1. Chiffres donnés le 29/06/18 (Mme I.Jarry et M.J-F.Helas).
2. Jacques Archimbaud Président Commission particulière G400 le 09/06/18.
3. Relevé sur le document ' Résultats G400' publiés sur le site CNDP
4. Chiffres donnés en introduction le 29/06 (Mme I.Jarry et M.J-F.Helas).
5. Relevé sur l'imprimé du discours mis à disposition le 29/06.
6. Lors de son discours final le 29/06.
7. Georgina DUFOIX, ex ministre de la santé, novembre 91, sang contaminé.